



Erdo?an, « l'allié » qui ne nous veut pas que du bien

Description

Les chroniques de Patrick Pilcer

Il existe des ennemis confortables. Ils sont loin. Ils ont un drapeau, appartiennent à une alliance adverse, menacent nos frontières et ne cachent guère leurs intentions.

Poutine est notre adversaire. Les mollahs iraniens sont nos ennemis. Avec eux, au moins, les cartes sont sur la table.

Et puis il existe une catégorie beaucoup plus inquiétante. Celle des « alliés ». Ils siègent à nos côtés, ils participent à nos sommets, certains appartiennent à notre alliance militaire, ils connaissent nos forces, nos faiblesses, nos stratégies, ils disposent de populations immigrées dans la plupart de nos pays. Mais ils poursuivent pourtant un projet géopolitique qui s'éloigne chaque jour davantage du nôtre.

La Turquie d'Erdo?an appartient-elle encore à l'Occident ? Ou, question plus dérangeante : Erdo?an n'est-il pas devenu l'un des hommes les plus dangereux pour l'Europe précisément parce qu'il est si proche d'elle

Regardons la carte.

La Turquie est une puissance géographique presque parfaite. Europe. Russie. Caucase. Mer Noire. Méditerranée. Syrie. Irak. Iran. Elle contrôle les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Elle possède la deuxième armée de l'OTAN en effectifs. Elle développe une remarquable industrie de défense. Elle exerce son influence dans les Balkans, le Caucase, en Afrique et au Moyen-Orient. Et elle est dirigée depuis plus de vingt ans par un homme dont nous avons peut-être commis l'erreur de prendre les provocations pour de la rhétorique quand il fallait y lire une stratégie. Recep Tayyip Erdo?an. Comme à chaque fois qu'un dictateur dit ce qu'il veut faire.

Erdo?an ne va évidemment pas ressusciter l'Empire ottoman. Les empires ne ressuscitent pas. Mais leurs rêves, ou leurs cauchemars, parfois, leur survivent.

Il existe chez Erdo?an une vision de la Turquie qui dépasse ses frontières contemporaines. Une

Turquie redevenue centre de gravité du monde musulman, puissance méditerranéenne, caucasienne, moyen-orientale, européenne sans être occidentale. Il ne reconstruira pas l'Empire ottoman. Mais il en rêve. Il veut surtout que personne ne doute de sa puissance.

Et cet été, Erdoğan a avancé des pièces considérables sur l'échiquier. Le 7 août, à La Mecque, Turquie, Arabie saoudite et Pakistan ont signé un accord de défense collective. Le texte est spectaculaire : une attaque armée contre l'un sera considérée comme une attaque contre les trois. Cela nous rappelle quelque chose. L'article 5 de l'OTAN.

Le rapprochement ne relève pas de la spéculation : Ankara prévoit désormais des mécanismes entre ministres et chefs d'état-major, des exercices militaires communs et une coopération accrue dans les industries de défense. La Turquie à l'industrie, le Pakistan l'arme nucléaire et l'Arabie Saoudite l'argent et la responsabilité des lieux saints musulmans.

Voilà donc la Turquie, pilier militaire de l'Alliance atlantique, qui participe, parallèlement, à la construction d'une architecture militaire avec l'Arabie saoudite et le Pakistan. Une architecture avec une vision géopolitique très différente de celle de l'Otan, différente voire orthogonale. Ankara, bien sûr, assure que cette alliance ne vise personne. Peut-être. Mais la géopolitique ne consiste pas seulement à écouter ce que disent les États. Elle consiste à regarder ce qu'ils construisent. Et Erdoğan construit.

En Syrie aussi

La Turquie entend peser lourdement sur l'après-Assad et participe déjà à la reconstruction des capacités militaires syriennes. Cette semaine encore, Israël a frappé la base aérienne d'Abu Duhur, quelques heures après la visite d'une délégation turque. Israël affirme avoir voulu empêcher l'installation de forces turques. Damas assure qu'aucune présence permanente n'était prévue. Ce point est contesté et il faut le dire. Mais le fait stratégique est, lui, incontestable : Israël et la Turquie, deux partenaires majeurs des États-Unis, sont désormais suffisamment proches d'un face-à-face militaire en Syrie pour que Washington s'en inquiète.

Ce n'est plus une querelle diplomatique. C'est une rivalité de puissance.

En Iran

Lorsque les intérêts américains ou israéliens rencontrent ceux de la Turquie, Erdoğan sait être occidental. Lorsqu'ils les contrarient, il redevient Erdoğan.

C'est particulièrement vrai sur la question kurde. Ankara considère toute consolidation d'une puissance militaire kurde à ses frontières comme une menace stratégique majeure.

Voilà l'une des clés pour comprendre Erdoğan. Il n'est ni pro-américain, ni pro-russe, ni pro-iranien. Il est pro-Erdoğan et pro-puissance turque même en dehors de son territoire. Avec en arrière-plan, la nostalgie de la puissance coloniale ottomane. Cela paraît évident. Cela ne l'est manifestement pas toujours à Bruxelles.

Car nous commettons une erreur fondamentale. Nous regardons encore la Turquie comme un allié turbulent. Erdo?an, lui, regarde l'OTAN comme un multiplicateur de puissance, et joue sur sa capacité de nuisance. La différence est immense.

L'Alliance lui apporte une sécurité considérable. Une place à la table. Un droit de veto. Une profondeur stratégique. Une importance que Washington ne peut ignorer. Mais appartenir institutionnellement à l'Occident ne signifie pas nécessairement partager sa vision du monde. Partager des intérêts n'est pas partager des valeurs.

Et justement, parlons des valeurs

Comment l'Europe et les Etats-Unis peuvent-ils se penser alliés avec un membre revendiqué des frères musulmans qui n'hésite pas à faire monter sur l'estrade d'un meeting encore très récemment une petite fille vêtue d'un treillis militaire et à lui dire que ce serait un honneur pour sa famille si elle mourrait en martyre ? Mais mourir en martyre face à qui ? face à l'Occident bien sûr !

Erdo?an adore donner des leçons de morale. À l'Europe. À l'Occident. Surtout à Israël. Depuis le 7 octobre, alors que le sang des victimes juives des barbares islamistes venus de Gaza coule encore, et que des civils innocents sont ramenés comme otages dans ce territoire, autonome depuis 2006, comme tous les antisémites de par le monde, Erdo?an accuse Israël de « génocide » à Gaza. Lui et les antisémites martèlent ce mensonge, à la façon de Goebbels. Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose. Mais répéter un million de fois un mensonge n'en fait pas pour autant une vérité !

Alors écrivons les choses clairement

Il n'y a pas eu de génocide à Gaza. Je sais que cette phrase pourra heurter certains, car le travail de sape des antisémites est colossal. Mais je l'assume. Il n'y a pas eu de génocide ! Il y a eu une guerre épouvantable depuis l'effroyable pogrom mené par les terroristes barbares du hamas et ses affidés, avec une participation de « civils ». Des milliers de morts palestiniens. Des enfants morts. Des familles détruites. Une souffrance humaine immense qui commande la compassion et interdit l'indifférence.

Il y a des décisions du gouvernement israélien que l'on peut critiquer, contester, condamner. Les Israéliens ne se privent pas d'ailleurs pour le faire dans la seule véritable démocratie de la région. Mais il nous faut avant tout condamner pour ses actes le hamas, qui gouverne la bande de Gaza, territoire autonome, répétons-le, et il nous faut mettre ce groupe terroriste hors d'état de nuire à nouveau.

La guerre, même atroce, n'est pas, par nature, un génocide.

Un génocide suppose l'intention de détruire un peuple en tant que peuple. Je ne vois pas à Gaza la volonté d'exterminer le peuple palestinien. Je vois Israël mener une guerre contre le Hamas après le massacre du 7 octobre. Je vois une guerre terrible dans un territoire extraordinairement dense, contre une organisation armée imbriquée dans la population.

Je vois des Palestiniens qui en ont payé un prix effroyable.

Je vois une tragédie. Je ne vois pas un génocide.

Et contrairement à ce que l'on entend parfois, la Cour internationale de Justice n'a pas jugé qu'Israël

avait commis un génocide. L'affaire engagée par l'Afrique du Sud a donné lieu à des mesures conservatoires ; celles-ci ne constituent pas un jugement au fond établissant qu'un génocide a été commis.

Voilà les faits. Et voilà ma conviction.

Un génocide, c'est ce qu'ont commis les Hutus au Rwanda contre les Tutsis. Un génocide c'est ce qu'ont commis les Turcs contre les Arméniens. Un génocide c'est ce qu'ont commis les nazis contre les Juifs. Sans ce génocide, les juifs seraient aujourd'hui n'ont pas un peu moins de 20 millions dans le monde mais près de 50 millions. Sans les pogroms et les multiples persécutions depuis les Grecs et les Romains, la population juive, qui représentait 3% de la population mondiale il y a 2000 ans, serait de près de 250 millions ! C'est cela un génocide. Depuis 1948 et la création d'Israël, la population palestinienne qui était de quelques centaines de milliers atteint aujourd'hui plusieurs millions ! Alors regardons les faits et arrêtons d'accepter les slogans antisémites mensongers !

C'est alors qu'Erdo?an devient fascinant

Parce que cet homme qui prononce avec tant d'assurance le mot « génocide » lorsqu'il regarde Israël retrouve soudain toutes les subtilités de l'historien lorsqu'il regarde son propre passé.

Le génocide arménien ? Il refuse toujours de le reconnaître. En juillet encore, Erdo?an affirmait que l'histoire de la Turquie ne comportait ni génocide ni colonialisme et rejetait cette qualification pour les massacres et déportations des Arméniens de l'Empire ottoman. Le génocide arménien est pourtant reconnu par de nombreux États, dont la France et les États-Unis.

Quel extraordinaire renversement ! Le génocide qui est un mensonge éhonté à Gaza devient chez Erdo?an une certitude. Celui des Arméniens devient, lui, plus d'un siècle après, une calomnie. La mémoire aussi semble avoir ses frontières. Et chez Erdo?an, elles ressemblent étrangement à celles de la propagande turque.

Les Kurdes

Soyons là encore précis. Le PKK a commis des attentats et des crimes. Il est classé comme organisation terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne. Cela ne saurait effacer pour autant les violences considérables infligées aux populations kurdes au nom de la lutte contre le PKK. Des villes assiégées. Des quartiers détruits. Des civils tués. Des centaines de milliers de déplacés. Des élus et militants kurdes emprisonnés.

La lutte légitime contre le terrorisme ne transforme pas toute violence d'État en vertu.

Erdo?an, si prompt à compter les morts palestiniens, devrait aussi savoir compter les morts kurdes. Un enfant mort à Gaza est une tragédie. Un enfant kurde mort à Cizre aussi. La souffrance n'a pas de passeport. La morale non plus. Ou alors ce n'est plus de la morale. C'est de la propagande.

Et c'est avant tout cette capacité à instrumentaliser la morale qui devrait inquiéter l'Europe.

Israël lui offre un adversaire idéal

La Palestine, une cause capable de fédérer une partie du monde musulman. L'héritage ottoman, un

récit de grandeur. L'OTAN, une protection, voire un paravent. La géographie, une arme. L'immigration, un levier.

Et l'Europe ? Elle négocie. Elle louvoie. Toujours. Parce qu'Erdo?an possède sur elle une arme redoutable : notre dépendance.

Depuis l'accord migratoire de 2016, nous avons confié à la Turquie une partie de la surveillance de notre porte orientale. Cette coopération a permis de réduire les arrivées irrégulières. Mais elle a également donné à Erdo?an un moyen de pression considérable. Nous avons externalisé une partie de notre frontière.

Nous avons donc externalisé une partie de notre souveraineté. Et Erdo?an le sait.

Il existe également en Europe plusieurs millions de personnes d'origine turque. Elles sont allemandes, suédoises, françaises, néerlandaises, belges, autrichiennes. Elles sont nos concitoyens. Il serait aussi injuste qu'absurde d'en faire les instruments supposés d'Ankara. Mais il serait tout aussi naïf de fermer les yeux sur la volonté du pouvoir turc de conserver une influence politique, culturelle ou religieuse sur une partie de cette diaspora.

La distinction est fondamentale : le problème n'est pas le citoyen d'origine turque. Le problème est le chef d'État étranger qui voudrait continuer à exercer une autorité sur lui. Une démocratie ne soupçonne pas ses citoyens. Mais elle surveille les puissances qui cherchent à les influencer.

Alors Erdo?an est-il notre ennemi ? Le mot est presque trop simple. C'est justement ce qui rend la question inquiétante.

La Turquie n'est pas notre ennemie. Son peuple ne l'est évidemment pas davantage. Elle reste juridiquement et militairement notre alliée. Mais son président construit une politique de puissance de plus en plus autonome de l'Occident, souvent concurrente, parfois antagoniste. La Turquie appartient à l'OTAN mais son président construit une autre alliance militaire avec Ryad et Islamabad. Il négocie avec l'Europe mais dispose sur elle du levier migratoire. Il parle à Washington mais sait dire non aux Américains qui ont besoin de leurs bases en Turquie. Il concurrence Téhéran mais peut converger avec lui lorsque ses intérêts l'exigent. Il condamne Israël au nom d'un génocide que nous devons contester absolument, tout en refusant obstinément de reconnaître le génocide arménien. Il invoque les droits des Palestiniens mais oublie volontiers ceux des Kurdes lorsque la raison d'État turque l'exige.

Ce ne sont peut-être pas des contradictions. C'est une stratégie.

Peut-être devons-nous donc cesser de demander si Erdo?an est avec nous ou contre nous. Sa réponse semble être beaucoup plus simple : « Je suis avec moi. » C'est ainsi que raisonnent les puissances. Et c'est peut-être l'Europe qui a oublié de raisonner comme une puissance.

Il ne s'agit ni de rompre avec Ankara ni de transformer la Turquie en ennemie. Ce serait absurde. Il s'agit de sortir de la naïveté. Un partenaire n'est pas nécessairement un ami. Un allié militaire n'est pas nécessairement un allié politique. Et celui qui siège à votre table peut poursuivre un projet du monde radicalement différent du vôtre.

Poutine est face à nous. Erdoğan est parmi nous.

C'est pourquoi il faut enfin le regarder sans œillères. Les empires meurent. Leurs rêves et leurs cauchemars leur survivent. Et lorsque l'Europe regarde vers Moscou pour chercher le danger, elle ferait bien, de temps en temps, de tourner aussi les yeux vers le Bosphore.

Car l'ennemi le plus difficile à penser n'est pas toujours celui qui frappe à la porte. C'est parfois celui à qui nous en avons donné les clés.

Patrick Pilcer

Categorie

1. International

date créée

28 août 2026